



La CGT PJJ vous informe

ON VEUT DU NEUF A LA PJJ!!!

Excusez-nous les jeunes de la PJJ, c'est pas qu'on vous oublie en ce moment, mais y'a des grandes personnes qui font n'imp... Oui, on sait, pour vous c'est malheureusement pas nouveau! Mais pour nous ça commence à se répéter, et on en a marre !

Alors que l'Inspection Générale de la Justice est sur le dos de madame NISAND, le Garde des Sceaux préfère les inaugurations, ou les plateaux télé, et refuse de recevoir nos représentants malgré les préavis de grève. Pire encore, il se défend devant les journalistes en accusant les organisations syndicales de mensonges sur les chiffres ! Un comble... !

Il a même osé déclarer « Aucune unité ou service n'a fermé, la prise en charge des jeunes suivis par la PJJ a été maintenue. ». Donald TRUMP sort de ce corps !

A l'heure où les Directions Inter-régionales tentent de gérer le chaos provoqué par les décisions incohérentes de la DPJJ : reconduire une partie des contractuels en urgence, redéployer des agents pour combler des postes vacants, baisser les prises en charge en hébergement de 12 à 9 jeunes, fermeture de sessions de Centres Éducatifs Renforcés (CER), d'UEAJ ou de foyers, stockage des mesures en attentes par centaines... le Ministère et la DPJJ paradent et continuent de travestir la réalité sans scrupules.

Nous ne pouvons plus rester passifs face à un tel mépris !

La CGTPJJ et les autres syndicats mobilisent tous les collègues le 19 septembre pour manifester leur colère contre ces conditions de travail dégradées et le mépris de leurs dirigeants.

Nous devons faire entendre notre voix et exiger la fin de ces politiques destructrices. Les laisser en place, c'est accepter de continuer à subir encore pour des années cette politique d'austérité.

Aujourd'hui, il est crucial que nous dénoncions cette gestion en "mode dégradé", qui mine nos missions de service public. Bien que nos dirigeants admettent du bout des lèvres la gravité de la situation, ils continuent, sans sourciller, de nous demander d'en faire toujours plus sans nous donner les moyens nécessaires. Le mépris n'a plus de limites, il est même encouragé jusqu'à tous les niveaux hiérarchiques.

Pourtant de l'argent il y en a puisque le Ministre n'arrête pas de se vanter d'avoir des budgets inédits pour la Justice, « une hausse de 27% » dit-il..

MAIS ALORS, ILS SONT OÙ CES MILLIONS ? PAS OÙ IL FAUDRAIT À LA PJJ, ÇA C'EST CERTAIN !

Ces fonds sont alloués à d'autres priorités, comme les prisons, ou encore aux groupes privés qui, petit à petit, construisent un monopole lucratif sur les Centres Éducatifs Associatifs, aux cabinets privés et à des marchés publics qui mériteraient d'être interrogés.... Les agents de la PJJ exigent que ces millions soient enfin mis au service des missions de service public et notamment de l'éducatif.

Nous n'en pouvons plus d'entendre parler de « l'intérêt des enfants » alors que notre administration et notre Ministère détruisent volontairement nos conditions de travail à la PJJ, et prouvent tous les jours qu'ils n'en n'ont aucun, eux, d'intérêt pour les enfants suivis !

Avec leurs décisions et leurs chiffres truqués, ils réduisent continuellement le nombre d'agents, l'attractivité du métier, la qualité de la formation initiale, et inévitablement le temps et la qualité d'intervention auprès des jeunes suivis. Ce sont eux les responsables de notre usure professionnelle, pas les jeunes !

En tant que fonctionnaires engagés pour un service public de la Justice au profit de la jeunesse, nous exigeons la reconnaissance de notre métier et de notre rôle essentiel d'éducation et d'émancipation.

Nous voulons accomplir correctement notre mission, et pas au rabais comme l'administration nous y contraint, tout en nous culpabilisant de ne pas y arriver !

Aujourd'hui l'ensemble des organisations syndicales appellent au soulèvement des personnels pour dire STOP à la destruction de notre service public. Mais notre combat ne s'arrête pas là, il faudra continuer demain et après-demain à revendiquer des moyens pour exercer nos métiers avec dignité et efficacité, et refuser de les voir se dégrader davantage.

Tous ensemble et en force le 19 septembre pour exiger que cessent ces politiques qui nous empêchent de bien travailler avec nos ronds !